

## Peu importe d'arrêter les bateaux : Sunak utilise la peur pour se construire un radeau de sauvetage. Mais le peuple l'arrêtera

Owen Jones The Guardian, 30/04/2024

Les lois qui sont injustes seront inévitablement enfreintes. Voici une lecture de base de notre histoire, et en fait comment de nombreux droits et libertés ont été garantis en premier lieu. Gouverné comme nous le sommes par un homme désespéré et dépourvu de boussole morale, notre gouvernement en perdition a présenté des plans pour détenir des demandeurs d'asile à travers le Royaume-Uni en vue de leur expulsion vers le Rwanda. Après que la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour suprême ont déclaré le projet du gouvernement illégal – notamment parce que le régime autoritaire de Paul Kagame pouvait de manière plausible les expulser vers le pays qu'ils ont fui – le gouvernement a fait adopter une loi, déclarant absurdement que le Rwanda était sûr. C'est là la définition même d'une loi à ne pas respecter : une loi élaborée pour passer outre les tribunaux et donc la séparation des pouvoirs, pour transformer un mensonge en fait juridique, à l'appui d'un plan impraticable et immoral qui impose de la douleur aux traumatisés dans le seul but de soutenir l'administration implosée d'un Premier ministre.

La désobéissance civile prendra de nombreuses formes. Les demandeurs d'asile éviteront tout simplement de se présenter aux autorités, disparaissant complètement du système : en effet, le ministère de l'Intérieur indique qu'il ne peut pas localiser plus de six migrants sur 10 identifiés pour être expulsés. Mais un réseau d'activistes à travers le pays est prêt à passer à l'action. Nous avons vécu une décennie de manifestations, témoignant d'une volonté croissante de descendre dans la rue pour défier l'autorité. Les médias sociaux jouent un rôle central, notamment en ce qui concerne les droits des migrants : Anti Raids Network, par exemple, utilise X pour promouvoir les appels de groupes locaux à mobiliser les militants pour mettre fin aux raids d'expulsion. L'un de ces appels à Solihull hier demandait de l'aide pour arrêter un fourgon d'expulsion : « Il y a des fourgons banalisés dans le parking, et nous pensons que ces personnes pourraient être en danger d'être emmenées en détention. »

C'est une approche qui a fait ses preuves. Il y a trois ans, des centaines d'habitants de Glasgow se sont rassemblés dans la rue Kenmure et ont libéré deux hommes qui avaient été arrêtés par les forces de l'immigration britanniques, en scandant « ce sont nos voisins, laissez-les partir ». C'est dans cet esprit que la députée du Parti national écossais de Glasgow, Anne McLaughlin, s'est rendue hier à Easterhouse, aux abords de la ville, en réponse à un appel. « C'est la première de ces rafles cette fois-ci », me dit-elle, « et je pense qu'il est vraiment important que les gens soient là dès le début, afin

que le ministère de l'Intérieur sache que, où qu'ils aillent, il y a une foule de gens pour résister à ce qu'ils font. »

La désobéissance civile, me dit Savan Qadir du Réseau No Evictions, consiste à « répondre aux circonstances de manière proportionnée ». Si quelqu'un est détenu arbitrairement, c'est considéré comme un enlèvement – « littéralement cette personne ne sait même pas où elle va » – alors la désobéissance civile non violente est utilisée pour la perturber. Mais les défis ne manquent pas pour les militants. Les ressources ont été mises à rude épreuve par le grand nombre de lois anti-migrants – notamment la Loi sur l'immigration illégale, adoptée l'année dernière, qui empêche les personnes de demander l'asile si elles arrivent par un itinéraire irrégulier, quelles que soient les circonstances dans lesquelles elles ont souffert. Les lois réprimant le droit de manifester ont intentionnellement étouffé la capacité de résister. Le fait qu'il y ait autant de mobilisations politiques est une arme à double tranchant : les manifestations de masse contre le génocide israélien en cours à Gaza prennent du temps aux militants potentiels, et amènent également de nouvelles recrues impressionnées par l'expérience de la force collective.

Il y a aussi le travail moins bruyant, mais aussi pratique. Les activistes doivent trouver un équilibre entre offrir un soutien matériel à ceux qui risquent d'être expulsés, souvent sans le savoir, sans provoquer par inadvertance la panique chez ceux qui ne le sont pas. Certains groupes de soutien aux migrants ont installé des stands à l'extérieur des centres de signalement, en veillant à ce que toute personne qui entre reçoive ses coordonnées afin qu'elle puisse se voir offrir un soutien.

De nombreux militants font également état de frustrations à l'égard des principales organisations de réfugiés, qui se sont concentrées sur la fourniture de services aux personnes menacées d'expulsion, mais qui ne peuvent pas faire grand-chose lorsque la loi impose des interdictions générales sur les demandes d'asile et empêche tout recours juridique. Mais par-dessus tout, ils combler le vide laissé par le parti travailliste. Peu de gens croient que ce dernier a des plans sérieux pour abroger la répression des conservateurs contre les migrants et les réfugiés ; Il y a même la possibilité de renouveler les lois punitives.

Mais il y a une possibilité d'espoir. Le sentiment anti-migrants était beaucoup plus répandu il y a dix ans, alors qu'aujourd'hui, même si le nombre total de personnes arrivant sur les côtes britanniques est nettement plus élevé, les sondages suggèrent que l'immigration n'est que le quatrième problème le plus important pour les électeurs, derrière la crise du coût de la vie, le NHS et l'économie. Étant donné que les conservateurs n'ont pas de solutions aux trois premiers – en fait, tous ont été aggravés par leurs politiques – il n'est pas surprenant qu'ils optent pour le quatrième, particulièrement attrayant pour un noyau dur qui a fait défection vers le Parti réformiste. « Nous savons que nous sommes en train de nous faire jouer », comme le dit Eiri Ohtani,

réalisateur de Right to Remain. « Nous savons que nous sommes utilisés pour cacher les vrais problèmes par les politiciens. »

Et c'est pourquoi le message central d'Ohtani – « nous devons normaliser la solidarité » – a tant de potentiel. Cela signifie qu'il ne faut pas simplement considérer la solidarité comme une action d'urgence, comme arrêter une expulsion, mais traiter les demandeurs d'asile – et toute autre personne en difficulté, quel que soit son statut d'immigration – comme des concitoyens d'une communauté locale qui ont besoin de notre soutien. L'échec de toutes les tendances du torysme au cours des 14 dernières années à faire autre chose que de faire baisser le niveau de vie et de saccager le domaine public est ce qui conduit Rishi Sunak à construire un radeau de sauvetage à partir de la souffrance des plus vulnérables. L'opposition étant portée disparue, c'est à une armée d'activistes qu'il revient de repousser une tentative des conservateurs d'utiliser les personnes souvent profondément traumatisées comme chair à canon électorale. Mais l'état de la Grande-Bretagne est trop abject, et les attitudes envers ceux qui arrivent ici se sont trop améliorées, pour sauver les conservateurs d'une apocalypse électorale imminente. Jamais « la cruauté est le but » n'a été aussi approprié comme expression, mais elle a rarement été aussi vouée à l'échec en tant que stratégie.